

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-04-14-00003

arrêté portant prescription de mesures
complémentaires à l'encontre de la société
« LAFARGE GRANULATS » Lieux-dits « Bois de
la plaine », « Bois des Gravelots », « Les
Fonciers, Derrière la Chapelle », « Les
Bretelles » à Sandrancourt -
Saint-Martin-la-Garenne (78 520)

ARRÊTÉ

**portant prescription de mesures complémentaires à l'encontre de la société
« LAFARGE GRANULATS »**

**Lieux-dits « Bois de la plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la
Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne (78 520)**

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, L. 541-2, R. 181-45, et R. 541-43-1-I ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0106 du 27 janvier 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-084-DDD du 11 août 2006 autorisant la société « Compagnie des Sablières de la Seine » à exploiter une carrière de sables et graviers sise au lieu dit « Les Fonciers, Derrière la Chapelle » sur une superficie de 11 ha 58 a 1 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07108DDD du 17 août 2007 autorisant la société « Compagnie des Sablières de la Seine » à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et gravier des secteurs 1 à 4 (permis 109) sise au lieu dit « Bois des Gravelots » sur une superficie de 49 ha 79 a 39 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2023-11-13-00001 du 13 octobre 2023 portant prolongation de la durée d'exploitation, réintégration de parcelles, modification des conditions d'exploitation et de remise en état et actualisation des garanties financières concernant la carrière située au lieu-dit « Bois Gravelots » sur la commune de Saint-Martin-la-Garenne (78 520) exploitée par la société LAFARGE GRANULATS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013329-0009 du 25 novembre 2013 autorisant la société « LAFARGE Granulats Seine Nord » à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et gravier sise au lieu-dit « Bois de la plaine » sur une superficie de 70 ha 18 a 16 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 36216 du 7 décembre 2015 autorisant la société « LAFARGE Granulats France » à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et gravier sise au lieu-dit « Les Bretelles » sur une superficie de 31 ha 91 a 46 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°78-2021-04-07-00004 du 7 avril 2021 pris à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS pour les sites carrières de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2021-08-03-00005 du 3 août 2021 portant prescription de mesures complémentaires à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS, lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la Chapelle » et « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2022-03-29-00003 du 29 mars 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°78-2021-08-03-00005 du 3 août 2021 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2022-04-28-00003 du 28 avril 2022 portant prescription de mesures complémentaires à l'encontre de la société « LAFARGE GRANULATS », Lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne (78 520) ;

VU la note de la direction générale de la prévention des risques intitulée « Gestion des déblais de chantiers de grandes infrastructures en Île-de-France contenant de la pyrite » et datée du 3 décembre 2021 ;

VU le guide du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires intitulé « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » ;

VU le guide du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires intitulé « Evolution et arrêt de la surveillance des eaux souterraines » ;

VU l'étude d'évaluations préliminaires et sécuritaires des incidences sur la qualité de la nappe de remblais pyritifères, référencée CDMCIF205656 / RDMCIF02689-05 réalisée par Ginger Burgeap et datée du 18 février 2021 ;

VU l'avis hydrogéologique du 17 mars 2021 relatif à « une pollution de la nappe consécutive au stockage des déblais issus du chantier EOLE », émis par Guillaume DUBROCA, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans le département des Yvelines (78) ;

VU le rapport VRP-70896-FR du 4 juin 2021 du BRGM portant sur l'évaluation du protocole de traitement au calcaire des déblais du chantier « Eole » contenant de la pyrite ;

VU le mémoire en réponse et porter à connaissance de LAFARGEHOLCIM GRANULATS transmis le 25 juin 2021 et complété le 8 juillet 2021, en réponse à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021 susvisé, comportant notamment une étude hydrogéologique et une étude technico-économique des solutions pour la gestion des déblais du chantier « Eole » contenant de la pyrite ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 28 juillet 2021 concernant l'inspection du 30 juin 2021 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois de la plaine » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 28 juillet 2021 proposant à Monsieur le préfet des Yvelines de prescrire des mesures complémentaires à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS ;

VU l'avis de la délégation départementale des Yvelines de l'Agence Régionale de Santé du 30 juillet 2021, et les observations de l'exploitant formulées par courriel du 29 juillet 2021, sur le projet d'arrêté proposant au Préfet des Yvelines de prescrire des mesures complémentaires à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 18 octobre 2021 concernant l'inspection du 6 octobre 2021 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois de la plaine » ;

VU le rapport du BRGM intitulé « Recommandations sur l'élaboration de valeurs limites sur le soufre pour des déblais provenant du bassin de Paris (chantiers du Grand Paris Express » du 15 novembre 2021 (version 2) référencé BRGM/RP-71252-FR ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 20 avril 2022 concernant l'inspection du 19 janvier 2022 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois de la plaine » ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 18 mars 2022 proposant à Monsieur le préfet des Yvelines de prescrire des mesures complémentaires à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 18 août 2022 concernant l'inspection du 8 juin 2022 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois de la plaine » ;

VU les notes synthétiques de suivi de chantier établies et transmises par LAFARGE GRANULATS bimensuellement du 29 octobre 2021 au 1^{er} juillet 2022 ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 23 novembre 2022 concernant l'inspection du 12 octobre 2022 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois de la plaine » ;

VU les rapports réalisés par GINGER BURGEAP sur l'état de l'encaissant en fin de retrait des déblais EOLE pour les stocks 1, 2, 3 et 4 du 28 juillet 2022, modifiés le 8 février 2023 ;

VU le courrier préfectoral du 21 juillet 2023 demandant à LAFARGE GRANULATS de procéder à l'excavation et l'évacuation dans des sites dûment autorisés des bords de fouille et fonds de fouille présentant des teneurs en sulfates et fractions solubles significativement supérieures aux valeurs de référence de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé et de procéder ensuite à de nouveaux prélèvements en fond de fouille sur les zones purgées ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 3 octobre 2023 concernant l'inspection du 13 septembre 2023 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois de la plaine » ;

VU le courrier de LAFARGE GRANULATS du 6 octobre 2023 confirmant la réalisation des travaux de purge demandés par courrier préfectoral du 21 juillet 2023, transmettant la note du 5 octobre 2023 établie par GINGER BURGEAP concernant les travaux réalisés et sollicitant la validation de la DRIEAT concernant la modification du protocole de purge des matériaux impactés, étant donné le constat d'impacts résiduels à l'issue des premiers travaux de purge ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 27 février 2024 concernant l'inspection du 20 décembre 2023 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois des Gravelots » ;

VU le courrier préfectoral du 26 juin 2024 donnant une suite favorable au protocole proposé par LAFARGE GRANULATS pour la réalisation des purges des bords et fonds de fouille impactés ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 19 juillet 2024 modifié le 3 septembre 2024 concernant l'inspection du 21 mai 2024 de la carrière exploitée au lieu dit « Bois de la Plaine » ;

VU la procédure d'acceptation des remblais fournie par LAFARGE GRANULATS en annexe 3 de son dossier de porter-à-connaissance de juillet 2024 demandant le report d'autorisation de la carrière « Le Bois de la Plaine »

VU le rapport « Site LAFARGE de Sandrancourt (78) - AMO de contrôle et de suivi des travaux d'excavation / évacuation des déblais EOLE – Dossier de fin de travaux » réalisé par GINGER BURGEAP, référencé CESIIF212197 / RESIIF14121-03 et daté du 12 décembre 2024 ;

VU les rapports de surveillance des incidences sur la qualité de la nappe de remblais pyritifères réalisés par GINGER BURGEAP et transmis à l'Inspection des installations classées par LAFARGE GRANULATS de mars 2022 à février 2025 ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté le 7 avril 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courriel du 9 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT les 240 744 t de déblais du chantier « Eole » admis entre mars 2019 et octobre 2020 dans les carrières de Sandrancourt, pour leur remise en état ;

CONSIDÉRANT le retrait et l'évacuation de l'intégralité des déblais EOLE et des matériaux de l'encaissant impactés, conformément aux dispositions applicables, vers des installations autorisées à les recevoir ;

CONSIDÉRANT le respect des prescriptions applicables, l'attention portée au respect des protocoles d'échantillonnage, d'analyse, d'excavation et d'évacuation des matériaux, tant d'un point de vue opérationnel qu'en termes de traçabilité, et la transmission des données acquises au fur et à mesure de la réalisation des travaux ;

CONSIDÉRANT le respect des dispositions conditionnant la reprise de la réception de matériaux destinés au remblayage de la carrière ;

CONSIDÉRANT l'évolution positive dans les eaux souterraines des concentrations des paramètres traceurs d'une éventuelle activité d'oxydation des matériaux impactés ;

CONSIDÉRANT l'absence de constat d'impact au niveau des ouvrages du champ captant de Saint-Martin-la-Garenne et de Guernes susceptible de découler du stockage des déblais EOLE sur les carrières exploitées par LAFARGE GRANULATS ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement permet au préfet d'imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des

articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement, à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées, et que ces prescriptions sont fixées par arrêté complémentaire en vertu de l'article R. 181-45 du même code ;

CONSIDÉRANT que les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement susvisés n'imposent pas de saisir l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, mais qu'elle sera informée de la signature du présent arrêté ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société LAFARGE GRANULATS (SIREN : 562 110 882), dont le siège social est situé au 14-16 Boulevard Garibaldi, 92 130 ISSY-LES-MOULINEAUX, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses carrières sises aux lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers », derrière la Chapelle » et « Les Bretelles » à Saint-Martin-la-Garenne (78 520).

Article 2 – LEVÉE DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE DU 7 AVRIL 2021

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°78-2021-04-07-00004 du 7 avril 2021 susvisé sont levées.

Article 3 – ABROGATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 3 AOÛT 2021

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°78-2021-08-03-00005 du 3 août 2021 susvisé, modifiées par arrêté préfectoral n°78-2022-03-29-00003 du 29 mars 2022, sont abrogées.

Article 4 – PROTOCOLE DE DÉTERMINATION DES DÉCHETS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PYRITIFÈRES

Après le dernier alinéa de l'article III.13.1 de l'arrêté n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 susvisé sont insérées les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit s'assurer auprès du producteur des déchets, dans le cadre de grands chantiers d'infrastructure soumis à évaluation environnementale, du respect d'un protocole, conforme à l'état de l'art, d'identification des couches géologiques

pouvant contenir des déblais potentiellement pyritifères et, le cas échéant, de gestion des déblais issus de ces couches géologiques préalablement identifiées.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées :

- le protocole d'identification des couches géologiques contenant des déblais potentiellement pyritifères et, le cas échéant, de gestion des déblais issus de ces couches géologiques préalablement identifiées fourni par le producteur de déchets, dans le cas de grands chantiers d'infrastructure soumis à évaluation environnementale ;
- le cas échéant, les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de caractérisation de ces déchets.

Notamment, pour les déblais issus des couches géologiques identifiés comme potentiellement à risque pyritifère par le producteur de déchets, si la teneur en sulfure ou soufre oxydable est supérieure à 0,1 % en masse, l'exploitant s'assure que ces déchets ont fait l'objet d'un essai visant à déterminer le rapport du potentiel de neutralisation sur le potentiel de génération d'acide (rapport NP/AP), dans les conditions précisées dans la note BRGM du 15 novembre 2021 susvisée :

- les déchets présentant un rapport NP/AP strictement inférieur à 4 ne peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière et doivent être évacués vers des filières autorisées à les accueillir ;
- les déchets présentant un rapport NP/AP supérieur ou égal à 4 ne peuvent être stockés que si, sans préjudice d'autres dispositions applicables aux installations objets du présent arrêté, un essai cinétique précise que leur comportement à long terme est compatible avec les conditions de stockage dans l'installation. »

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°78-2023-11-13-00001 du 13 octobre 2023 est modifié comme suit :

« L'exploitant doit s'assurer auprès du producteur des déchets, dans le cadre de grands chantiers d'infrastructure soumis à évaluation environnementale, du respect d'un protocole, conforme à l'état de l'art, d'identification des couches géologiques contenant des déblais potentiellement pyritifères et, le cas échéant, de gestion des déblais issus de ces couches géologiques préalablement identifiées.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées :

- le protocole d'identification des couches géologiques contenant des déblais potentiellement pyritifères et, le cas échéant, de gestion des déblais issus de ces couches géologiques préalablement identifiées fourni par le producteur de déchets, dans le cas de grands chantiers d'infrastructure soumis à évaluation environnementale ;
- le cas échéant, les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de caractérisation de ces déchets.

Notamment, pour les déblais issus des couches géologiques identifiés comme potentiellement à risque pyritifère par le producteur de déchets, si la teneur en sulfure ou soufre oxydable est supérieure à 0,1 % en masse, l'exploitant s'assure que les déchets d'origine externe ont fait l'objet d'un essai visant à déterminer le rapport du potentiel de neutralisation sur le potentiel de génération d'acide (rapport NP/AP), dans les conditions précisées dans la note BRGM du 15 novembre 2021 susvisée :

- les déchets présentant un rapport NP/AP strictement inférieur à 4 ne peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière et doivent être évacués vers des filières autorisées à les accueillir ;
- les déchets présentant un rapport NP/AP supérieur ou égal à 4 ne peuvent être stockés que si, sans préjudice d'autres dispositions applicables aux installations objet du présent arrêté, un essai cinétique précise que leur comportement à long terme est compatible avec les conditions de stockage dans l'installation. »

Article 5 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°78-2022-04-28-00003 du 28 avril 2022 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir des 13 piézomètres constituant le réseau piézométrique (Pz5, Pz7, PzD, PzI1, PzI2, PzI3, PzI4, PzI5, PzAll1, PzAll2, PzAll3, PzAll4, PzAll5) à une fréquence mensuelle. Les analyses portent sur les paramètres et ouvrages suivants : hauteur d'eau, pH, conductivité, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Fe, Hg, Mn, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorure, Fluorure, Sulfates, Indice phénols, COT et fraction soluble.

Ces campagnes de mesures piézométriques sont réalisées de manière synchrone sur l'ensemble des ouvrages du réseau de surveillance.

Les résultats de la surveillance des eaux souterraines et superficielles sont transmis dès leur réception à l'Inspection des installations classées selon les dispositions édictées ci-après. »

Article 6 – RAPPORTS DE SUIVI

À l'issue de chaque campagne de prélèvement, un rapport de suivi est effectué par l'exploitant. Le rapport est transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois suivant sa réception et comprendra à minima les éléments suivants :

1. Présentation du contexte et du dispositif de surveillance :

- Historique du site (localisation, activités, produits utilisés sur site et susceptibles d'être retrouvés dans les eaux souterraines, mesures de dépollutions ou travaux effectués...) ;
- Contexte environnemental (aquifères traversés et leur profondeur, sens d'écoulement...) ;

- Réseau de surveillance (nom de l'ouvrage, code BSS, nature, coordonnées Lambert 93, cote NGF, profondeur de l'ouvrage et cote NGF correspondante, niveau piézométrique et cote NGF correspondante, propriétaire de l'ouvrage, numéro de parcelle, propriétaire de la parcelle, photographie avec arrière plan reconnaissable...);

- Éventuelles cibles à protéger (plan de localisation intégrant les captages AEP, puits privés, piscines, écoles, ...);

2. Synthèse des résultats :

- Présentation sous forme de tableau synthétique des résultats d'analyses, celui-ci sera également transmis sous format Excel ou Open office à l'inspection des installations classées ;

- Carte comprenant la localisation des piézomètres, les isopièzes, le sens d'écoulement de la nappe et la localisation du site (définition parcellaire) ;

- Carte comprenant la localisation des piézomètres et les valeurs des paramètres présentant un dépassement des valeurs seuil ou de qualité ;

3. Interprétation des résultats :

- Comparaison sous la forme d'un tableau des mesures entre l'amont, l'aval et le latéral hydraulique, sur site et avec les valeurs de références ;

- Présentation sous forme graphique de l'évolution des résultats d'analyses pour les paramètres clés (Sulfates, pH, Conductivité, As, Fe). Chaque graphe, associé à un paramètre, comprend les résultats d'analyse de l'ensemble des piézomètres depuis le début de la surveillance ainsi que les valeurs de référence ;

- Préconisations éventuelles au vu des résultats ;

Les résultats précédents sont commentés et intégrés dans l'analyse de l'évolution de la qualité des eaux souterraines et les conclusions sont mises à jour. L'exploitant fait le bilan des mesures réalisées et propose si besoin de nouvelles mesures à mettre en œuvre le cas échéant. Notamment, en cas d'évolution à la hausse significative sur deux campagnes consécutives, l'exploitant informe le préfet dès réception des résultats, et propose les mesures à mettre en œuvre pour améliorer la situation.

4. Annexes :

- Fiches de prélèvements comprenant notamment l'ouvrage prélevé (coordonnées, nature et nom), nom du bureau d'études effectuant les prélèvements et du laboratoire effectuant les analyses, date et heure de réalisation du prélèvement, profondeur de prélèvement, mode et volume de purge, méthode de prélèvement ;

- Bulletins d'analyses précisant notamment les méthodes analytiques, leurs incertitudes et limites de quantification.

Article 7 – Bilan quadriennal

Un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines est réalisé tous les quatre ans. Le premier bilan couvrira la période 2024 - 2028.

Le bilan est transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard 3 mois après la dernière campagne et devra faire apparaître l'évolution de la qualité des eaux souterraines avec tous les éléments d'appréciation et notamment :

1. Rappel du contexte et des dispositifs ;
2. Synthèse des résultats sur la période en cours et les périodes antérieures :
 - Sous forme de tableau chronologique avec comparaison aux valeurs de référence ;
 - Sous forme de cartographie présentant les piézomètres et l'évolution des paramètres avec dépassements ;
3. Mise en perspective des résultats sur la période :
 - Autant que de possible, il tiendra compte des suivis des eaux souterraines, des études effectuées sur la zone ainsi que des données historiques de l'exploitant ;
 - Une réflexion sera menée sur l'évolution de la pollution (caractéristique du polluant, étendue du panache, dégradation naturelle, localisation de la source...) ;
4. Réflexions et propositions argumentées sur l'adaptation du dispositif de surveillance.

À l'issue de chaque bilan quadriennal, le programme de surveillance pourra être allégé ou arrêté sur demande justifiée de l'exploitant et après validation par l'inspection des installations classées, ou renforcé sur proposition de l'inspection des installations classées.

Article 8 – INCIDENTS ET ACCIDENTS

La société LAFARGE GRANULATS est tenue de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées :

- les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations ou rencontrés au niveau du dispositif de prélèvement d'eau qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;
- les mesures mises en œuvre pour y remédier.

Article 9– SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement et l'article R. 514-4 du code de l'environnement.

Article 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>) :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article 11 – PUBLICITÉ

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Martin-la-Garenne où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Saint-Martin-la-Garenne dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

Article 12 – OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 13 – EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société LAFARGE GRANULATS.

Copie en sera adressée :

- au Secrétaire Général de la Préfecture,
 - au Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie,
 - au maire de Saint-Martin-la-Garenne,
 - à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 14/04/2025

Le Préfet,
Par délégation la Directrice,
par subdélégation, la chef de l'unité départementale
signé

Delphine DUBOIS